

Unité inter-départementale Gard-Lozère
4, Avenue de la gare
BP 132
Cedex
48005 Mende

Mende, le 08/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL RENE GERMAIN

MONT DU MOULIN
30750 Lanuéjols

Références : -

Code AIOT : 0006602126

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement SARL RENE GERMAIN implanté La Croux 48150 Hures-la-Parade. L'inspection a été annoncée le 03/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL RENE GERMAIN
- La Croux 48150 Hures-la-Parade
- Code AIOT : 0006602126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la Croux est exploitée par l'entreprise gardoise Germain TP pour répondre aux besoins en matériaux des chantiers qu'elle réalise dans le secteur. Le concassage des matériaux est réalisé par campagne au moyen d'installations mobiles. La remise en état du site est effectué à l'avancement de l'exploitation par apport d'inertes extérieurs et mobilisation des déchets d'extraction du site.

La carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral n°97-0140 du 14 février 1997 et arrive donc à échéance en février 2027. L'exploitant prépare un projet de renouvellement de l'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 14/02/1997, article 2.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
4	Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 14/02/1997, article 2.1	Sans objet
3	Travaux de remise en état	Arrêté Préfectoral du 14/02/1997, article 4.3.4	Sans objet
5	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 30 août 2022, deux non-conformités avaient été relevées: l'absence de plan de gestion des déchets (PGD) et un dépassement de l'épaisseur maximale d'extraction.

L'exploitant s'est remis en conformité vis à vis du premier point en présentant un PGD conforme datant de janvier 2025. Cependant, les repères destinés à permettre à l'opérateur de la pelleteuse de respecter une épaisseur d'extraction de 10m par rapport au terrain naturel qui avait été proposés n'ont pas été mis en place. La zone actuellement exploitée reste indiquée à une profondeur de 11 mètres sous le terrain naturel sur le plan d'exploitation.

Ce constat constitue une non conformité à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 14 février 1997.

Par ailleurs, l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, qui renvoie aux exigences de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif à l'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. L'exploitant n'est donc pas en mesure de justifier du caractère inerte des déchets admis dans la carrière.

Ce constat constitue une non conformité à l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé.

Ces 2 non conformités font l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

L'exploitant prépare un projet de renouvellement de l'autorisation de la carrière qui modifiera les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/1997, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Fronts de taille
Prescription contrôlée : L'épaisseur maximum d'extraction est limitée à 10 m.
Constats : Lors de l'inspection du 30 août 2022, il avait été constaté que la zone d'excavation était indiquée, sur le plan d'exploitation, à une profondeur de 11 mètres sous le terrain naturel, en dessous de la limite prescrite de 10 mètres. L'exploitant avait alors proposé de mettre en place des repères visuels permettant à l'opérateur de la pelleteuse de respecter cette limite. Lors de la présente inspection, l'exploitant indique que la zone d'excavation actuellement exploitée est similaire à celle exploitée lors de la dernière inspection mais le dispositif proposé n'a pas été mis en place. il est présenté un plan topographique à jour confirmant que l'épaisseur maximum d'extraction est toujours à 11 m en dessous de la côte du terrain naturel. L'inspection ne constate donc aucune évolution par rapport au constat établi par l'inspection en 2022. Ce constat constitue une non conformité à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 14 février 1997.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de deux mois, l'exploitant doit se mettre en conformité avec la limite d'épaisseur d'extraction de 10 mètres par rapport au terrain naturel, soit en procédant à un remblaiement partiel, soit en déposant un dossier de porter à connaissance (PAC) en vue de régulariser la situation, soit en mettant en place un dispositif de repérage permettant à l'opérateur de respecter cette limite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/1997, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, remise en état
Prescription contrôlée : Chaque phase d'exploitation est caractérisée par une surface d'exploitation de 1 ha 30 a et une quantité de matériaux à extraire de 180000 tonnes.

<p>L'exploitation de la phase n+1 ne peut-être entamée que lorsque la remise en état de la phase précédente est terminée.</p> <p>L'exploitant notifie chaque phase de mise en état au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté d'autorisation du 14 février 1997 arrivant à échéance le 14 février 2027, la carrière aurait dû être dans sa dernière phase d'exploitation. Or, il est constaté qu'elle est toujours dans la même phase d'exploitation qu'en 2008. L'exploitant justifie ce retard par une activité d'extraction très limitée, pour exemple: en 2024, seuls 150 tonnes ont été déclarées sur le site GEREP, pour une autorisation annuelle de 16 000 tonnes.</p> <p>L'exploitant indique toutefois qu'un dossier de demande de renouvellement de l'autorisation est en cours de préparation. Ce dossier devrait actualiser notamment le tonnage annuel autorisé, le plan de phasage et les modalités de remise en état afin de les adapter à l'exploitation réelle de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Travaux de remise en état

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/1997, article 4.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, remise en état</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au fur et à mesure de l'exploitation</p> <p>Les zones abandonnées ou non nécessaire à la poursuite de l'exploitation devront être remise en état sans attendre, en effectuant les travaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rectification des fronts à 30° maximum - nivelage et reconstitution des sols par remise en place sélective des terres provenant de la découverte, suivi d'une végétalisation, - la carrière et ses abords seront constamment tenus en bon état d'ordre et de propreté.
<p>Constats :</p> <p>La remise en état de la carrière est réalisée au fur et à mesure de l'exploitation, conformément aux dispositions de l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 14 février 1997. Le site est par ailleurs tenu en bon état d'ordre et de propreté.</p> <p>Dans le cadre de sa demande de renouvellement d'autorisation, l'exploitant prévoit toutefois de modifier le plan de remise en état. Il envisage notamment de solliciter la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées, relative au stockage de déchets inertes, afin de permettre le remblayage de la zone d'excavation. Ce projet n'inclurait plus la rectification des fronts à 30° maximum, mais proposerait une remise à niveau de la cote de la zone exploitée pour l'harmoniser avec le terrain naturel environnant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3
Thème(s) : Risques chroniques, Apports extérieurs
Prescription contrôlée : <p>I. Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.</p> <p>II. Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6. <p>III. Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines « et les sols ». L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p> <p>L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.</p>
Constats : <p>Il est constaté sur le registre des apports de déchets inertes extérieurs pour l'année 2024 contient les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">• la date d'admission;• le producteur de déchet, sans identification par numéro SIRET;• le nom du transporteur;• la nature du déchet, bien qu'elle ne soit pas identifiée par un code déchet mais par les termes : "déblais", "gravats", ou "remblais";• la quantité approximative;• le site. <p>Cependant, ces informations sont insuffisantes, notamment concernant la nature des déchets, et ne respectent pas les conditions d'admission définies par l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Cela inclut en particulier l'application des dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 mentionnées au II de l'article 12.3 susvisé. Par ailleurs, l'exploitant ne réalise pas le contrôle visuel exigé par l'article 7 du même arrêté.</p> <p>L'exploitant ne peut justifier de la nature des déchets admis dans l'installation, et de ce fait qu'ils ne présentent pas de risques pour la dégradation des eaux superficielles et souterraines, ainsi que des sols.</p>

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 1 mois, l'exploitant doit mettre en œuvre les mesures nécessaires pour garantir le respect des conditions d'admission des déchets inertes extérieurs pour le remblayage de la carrière, telles que définies par l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Cela inclut notamment l'application des dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 mentionnées au II de l'article 12.3 précité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

Il est présenté un Plan de Gestion des Déchets (PGD) conforme datant du 27 janvier 2025.
L'exploitant a transmis le PGD à l'inspection par voie électronique.

Type de suites proposées : Sans suite